

Solidaires en action N° 76

Le 8 avril 2012

24 mars : manifestation nationale Solidaires réussie

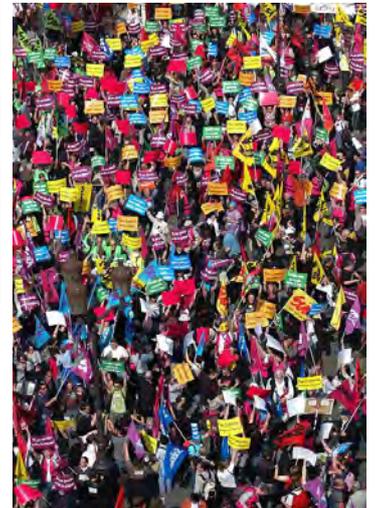
C'est une réussite, au regard de ce qui a motivé la décision des organisations Solidaires d'appeler à cette manifestation :

- Mettre en avant la question de l'emploi, des licenciements, du travail, etc.
- Montrer qu'en période électorale, l'action syndicale est toujours présente, y compris nationalement.
- Organiser une action nationale Solidaires, lorsque l'intersyndicale dans son ensemble, chaque autre organisation syndicale séparément, ne veulent pas le faire.

Ajoutons y un point non négligeable : la satisfaction des quelques 6 000 personnes présentes ce 24 mars, grâce au dynamisme et à la coloration des délégations, grâce à la préparation matérielle (panneaux, ...), grâce au travail des camarades assurant l'accueil, la restauration, le S.O.

Pour autant, et parce que nous pensons que cette initiative était importante, **il nous faut en tirer le bilan, les enseignements, prendre des décisions pour nous améliorer à l'avenir.** Ceci concerne tant les aspects politiques qu'organisationnels. Le Bureau national du 5 avril s'est penché sur ces questions : les niveaux d'engagements différents de nos structures professionnelles, la circulation des informations destinées aux adhérent-es, aux équipes militantes et aux salarié-es, la démocratie syndicale, les mandatements, le développement de Solidaires, la construction d'une action nationale de masse, le rapport aux autres organisations, les liens avec les collectifs militants proches de nos positions, l'affaiblissement du mouvement syndical en période électorale, etc.

L'essentiel est maintenant que ce débat irrigue tous nos syndicats, toutes nos sections syndicales. Le Comité national de juin permettra d'apprécier les décisions prises, et à prendre, pour progresser encore, rendre plus efficace le syndicalisme que nous construisons.



ARCELORMITTAL Florange : marche pour l'emploi

Du 28 mars au 6 avril, une vingtaine de salarié-es de l'usine de Florange ont marché vers Paris. C'était une action de plus, pour ces sidérurgistes dont l'emploi est menacé par les actionnaires d'ARCELORMITTAL guidés par la soif de toujours plus de profit ! La veille de l'arrivée à Paris, les camarades de PSA les ont accueillis montrant ainsi **un exemple de ce que pourrait être une convergence des entreprises en lutte, sur laquelle il nous faut poursuivre le travail.**

Solidaires était là pour les accueillir à l'arrivée finale de leur marche, au pied de la Tour Eiffel. Solidaires 75, Solidaires Industrie, SUD Commerce et Services, SUD PTT, Union SNUI SUD Trésor, SUD BPCE, SUD Education, SUD Culture Solidaires, Secrétariat national, ... nous étions parmi les 4 à 500 présent-es au soir du 6 avril. Pour une action soutenue officiellement par CFDT, CGT et FO, et assez largement reprise par les médias, ce nombre est décevant ; il est aussi la conséquence d'une **unité syndicale assez compliquée** : la CGT locale n'appelait pas à la marche, FO y participait de manière assez symbolique, la CFDT portait l'initiative mais avec un soutien confédéral loin d'être à la hauteur de l'enjeu. De fait, aucune des structures interprofessionnelles franciliennes de ces organisations n'a réellement organisé le soutien à l'arrivée des marcheurs. C'est dommage, mais ne retire rien au bien-fondé de notre solidarité active, à notre échelle. **L'enjeu est maintenant de garder des liens, d'avancer dans la coordination nationale des luttes !**

FNAC : actions pour l'augmentation des salaires

La direction de la FNAC veut supprimer 300 emplois en France, s'ajoutant aux plus de 800 déjà liquidés ces quatre dernières années. Parallèlement, elle renforce la rigueur salariale. Un seul objectif à ces deux décisions : maintenir les profits des actionnaires ! Il y a quelques jours, lors d'une réunion de Négociation Annuelle Obligatoire, **les salarié-es ont retenu quelques heures le directeur de la FNAC Paris pour qu'il s'explique sur la politique salariale** ... Le 5 avril, le personnel manifestait devant le magasin de Saint-Lazare, à l'appel de l'intersyndicale CGT, SUD, CNT, CFDT, CFTC, UNSA. Emploi et salaire, deux revendications communes à bien des salarié-es !

TOTAL : suppressions d'emplois dans le raffinage

La direction de l'Etablissement TOTAL Normandie a annoncé l'arrêt d'une de ses chaînes de production d'huiles de base. La direction déclare qu'il s'agit « *d'un arrêt conjoncturel, les conditions actuelles du marché ne permettant pas de couvrir ni les frais variables ni les frais fixes liés à cette activité* ». Cette situation et ce discours rappellent celle de l'été 2009 où l'arrêt dit « *conjoncturel* » d'une distillation sur le site s'est finalement terminé par l'arrêt définitif de l'unité. A la même époque, la direction du raffinage présentait aussi comme « *conjoncturel et temporaire* » l'arrêt de la production à la raffinerie des Flandres, et début 2010, c'est l'arrêt définitif qui a, là aussi, été décidé.



La réduction des activités industrielles de raffinage s'approfondit en Europe, et ce dans tous les groupes. En deux ans, deux sites ont définitivement arrêté leur production (la raffinerie des Flandres - TOTAL - et celle de Reichstett - PETROPLUS). De très lourdes menaces pèsent sur la raffinerie de Berre (LYONDELL BASELL) et sur celle de Petit Couronne (PETROPLUS). Chez TOTAL une sévère politique de réduction des frais de personnel est appliquée depuis 2009 avec 250 suppressions de poste en Normandie et une fusion entre les activités de raffinage et de pétrochimie dont le but est, à terme, une réduction des effectifs. Chaque fermeture, chaque réduction d'activité se traduit par des suppressions massives d'emplois dans les entreprises sous-traitantes.

La stratégie globale des grands groupes pétroliers et chimiques est marquée par la délocalisation de leurs activités industrielles d'Europe vers des pays aux normes sociales et environnementales très réduites, au service de la rentabilité et de la croissance infinie des dividendes. Les dégâts se poursuivent en France et en Europe dans la filière du raffinage du pétrole et de la pétrochimie et plus globalement dans l'industrie chimique. **Sans reconversion des bassins d'emplois concernés, nous allons assister à des conséquences équivalentes à celles vécues dans la sidérurgie et l'industrie minière.**

VIRGIN : de graves attaques contre l'emploi

Metz, Toulouse, ... les annonces de fermeture de magasins VIRGIN s'accumulent. La direction les égrène de réunion de CE en réunion de CE, tentant de cacher l'ampleur des attaques contre les salarié-es. Dans ce contexte, comment croire aux dénégations patronales à propos d'une cession du magasin des Champs Elysées ! **Trois magasins fermés en 2011, trois autres en sursis, ... l'emploi est durement attaqué par les patrons de VIRGIN.** SUD Commerce et Services organise la résistance des salarié-es, tant sur le plan juridique pour contrer les pratiques scandaleuses de la direction, que sur le plan revendicatif car c'est bien l'action directe des travailleurs/ses qui permettra de gagner.

La Poste : grève nationale des guichets le 15 mars

Le 15 mars Sud-PTT, CGT, FO, CFDT appelaient à une grève aux guichets de La Poste, contre les suppressions d'emplois, le manque d'effectif, de moyens de remplacement et les réorganisations permanentes qui ont lieu sans interruption depuis 2004. La grève a mobilisé près de 30% du personnel, des centaines de bureaux de poste importants étaient fermés, d'autres uniquement ouverts par des cadres supérieurs et l'encadrement. C'est **une mobilisation importante pour un milieu où La Poste utilise des méthodes de management très dures afin de transformer les guichetiers en banquiers ou en commerciaux spécialisés en téléphonie mobile.**



Les projets dévastateurs de la direction de La Poste s'attaquent à tous les services. C'est la déshumanisation des bureaux où les guichetier-es sont remplacé-es par une automatisation croissante. C'est l'externalisation d'activités des services arrières des bureaux, au détriment de l'emploi et de la qualité du service rendu aux usagers. Le service public postal se dégrade chaque jour un peu plus : il reste 2 600 bureaux de plein exercice avec un directeur d'établissement ; les autres sont des guichets annexes aux horaires d'ouverture réduits, des agences communales ou de simples relais poste commerçants.

Alpes Maritimes : le travail social en danger !

Dans les Alpes Maritimes, la destruction des services sociaux est massive :

- 120 postes disparus à l'AMFD 06 (aide à domicile).
- Disparition de 10% des effectifs, faute de financement, dans les structures d'accompagnement social.
- Travail social dénaturé, en l'éloignant de ses missions premières.
- Marchandisation du secteur : appels à marché public et mise en concurrence du secteur associatif.

Le Conseil Général s'attaque aujourd'hui au Fonds Solidarité Logement et aux actions d'accompagnement social qui en découlent (78 emplois menacés). Ce sont les fondements de ces métiers qui sont piétinés et déshumanisés par des logiques politico-financières émanant des pouvoirs publics ! A l'appel des syndicats CGT, CFDT, SUD Santé Sociaux, un rassemblement est organisé le 12 avril, Place Masséna à Nice. Les salarié-es du secteur social payent plusieurs fois la crise en voyant arriver dans leur service de plus en plus de monde et en étant bientôt plus précarisé-es que celles et ceux qu'ils/elles tentent d'aider. **L'être humain n'est pas une marchandise, le travail social ne peut pas être standardisé, normalisé, rationalisé.** Refusons la programmation de la mort du travail social et sa gestion uniquement administrative et comptable.

Retraité-es : nouvelle baisse du pouvoir d'achat !

Les retraité-es vivent dans des conditions de plus en plus difficiles depuis que les pensions n'augmentent, comme cette année, qu'au rythme de l'inflation, c'est-à-dire depuis les contre-réformes contre les retraité-es du privé (1994), des fonctionnaires (2003) et des régimes spéciaux (2008). Avant, la pension évoluait comme le salaire moyen, qui augmente plus que l'inflation, qui permet de profiter un peu du partage des nouvelles richesses créées pour se payer de nouveaux biens que nos anciens ne pouvaient pas acquérir (réfrigérateur, lave-linge, télévision, téléphone, voiture...). **En 15 ans, les salarié-es du privé ont vu leur pension, indexée sur l'inflation, baisser de 17% par rapport au salaire moyen.**

Les retraité-es à faible revenu s'avèrent plus pénalisés par l'indexation sur l'inflation, car ils et elles sont obligé-es de tout dépenser dans le mois, de prendre en charge prioritairement des dépenses augmentant bien plus que l'inflation : l'énergie (électricité, gaz et fioul), l'eau, le logement, les assurances, la santé et ses remboursements de médicaments et autres dépassements d'honoraires... dont les retraité-es, plus fragiles que la moyenne de la population, subissent ces hausses de façon plus forte, d'autant plus que les cotisations des complémentaires sont fixées en proportion de l'âge.

De ce fait, de nombreux retraité-es doivent se contenter des minima :

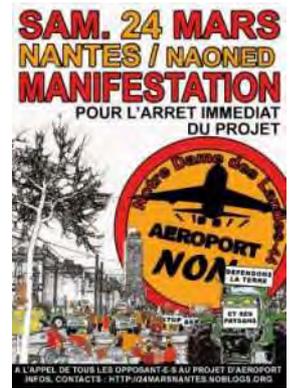
- Le « minimum contributif » de 665€ (85% du SMIC depuis la loi de 2003) est versé à 5,4 millions (42%) des retraité-es (25% des hommes et 56% des femmes ce qui montre bien les inégalités).
- Le « minimum vieillesse », remplacé depuis 2007 par l'ASPA, Allocation de Solidarité aux Personnes Agées, versé à partir de 65 ans, est augmenté plus fortement, pour atteindre 777 €... mais comment vivre avec une telle somme toujours bien inférieure au seuil de pauvreté, d'autant plus qu'il ne permet plus d'obtenir la complémentaire santé de la CMU (couverture maladie universelle) ? Ce sont 600 000 personnes (4,5% des retraité-es – dont 60% de femmes) qui doivent survivre avec si peu.

Solidaires revendique une pension au niveau du SMIC, seuil correspondant au minimum pour vivre. Si les 13,5 millions de retraité-es touchent en moyenne 1 512€ (1 636 pour les hommes et 1 020 pour les femmes ce qui montre les disparités qui s'accroissent avec l'allongement de la durée de la cotisation depuis 2003), 2,3 millions (17%) ont moins de 600€, c'est intolérable dans un pays qui crée de plus en plus de richesses.

Loire Atlantique : le nouvel aéroport est inutile !

L'utilisation de terrains pour un nouvel aéroport à Notre Dame des Landes, ce serait la suppression de 100 emplois de paysan-nes dans le bassin laitier et de 500 emplois agricoles indirects (ouvrier-es du secteur agro-alimentaire, technicien-nes, commerçant-es...). Le transfert des emplois de l'aéroport Nantes Atlantique de Bouguenais à Notre Dame des Landes renforcerait le déséquilibre nord/sud en matière d'emplois. La capacité d'accueil à Notre Dame des Landes ne sera pas supérieure aux 4 millions d'usagers actuellement recensés à Nantes Atlantique. Alors pourquoi y aurait-il plus d'emplois ? Passés les recrutements dans le bâtiment pour la construction on verrait diminuer le nombre de salarié-es nécessaires au fonctionnement de l'aéroport.

Le 24 mars, plusieurs milliers de personnes ont participé à la manifestation, pacifique et festive, sans rapport avec le déploiement de forces répressives sans précédent à Nantes. Seul syndicat de salarié-es partie prenante de ce combat Landes, l'Union syndicale Solidaires était présente.



Fonction publique d'Etat : les raisons d'un boycott

Les organisations syndicales de la Fonction publique ont boycotté le premier Conseil supérieur de la Fonction publique d'Etat dans sa configuration issue des élections professionnelles d'octobre 2011.

La cadence avec laquelle les représentants du personnel sont convoqués (trois Conseils supérieurs de la Fonction publique de l'Etat et un Conseil commun en un mois auxquels il faut rajouter les commissions textes et statutaires) n'est pas compatible avec un véritable dialogue social. Le ministre veut boucler tous ses dossiers avant les échéances électorales qui approchent. Ce rythme infernal ne permet pas d'aborder sereinement et démocratiquement l'ensemble des sujets. Il crée des conditions de travail difficilement compatibles avec une volonté d'exercer pleinement le rôle de représentant-es du personnel. Comment décrypter tous les textes ? Comment consulter en amont pour recueillir analyses et avis ? Comment préparer des amendements sur l'ensemble des sujets ?

Les priorités du ministre ne sont pas les nôtres ! Pas de débat sur les emplois, rien sur les rémunérations et les qualifications, mais accélération des restructurations nocives. Trop souvent les instances paritaires ont été considérées par le pouvoir politique comme de simples chambres d'enregistrement. **Nous ne voulons plus de cette parodie de dialogue social ! Tant que les préoccupations légitimes des personnels ne seront pas prises en compte, Solidaires Fonction Publique maintiendra sa position de boycott.**

Premier mai : les contours de l'appel unitaire national, seront définis la semaine prochaine. Un tract Solidaires accompagnera l'expression unitaire.

SERNAM : la liquidation n'est pas inéluctable !

SERNAM a connu beaucoup de restructurations, avec leurs cortèges de licenciements. Le redressement judiciaire du Groupe, la liquidation judiciaire d'ASTER (ex SERNAM Transport Route), qui employait 150 personnes, sont les derniers épisodes de ce mauvais scénario. Le 10 avril, le Tribunal de Commerce de Paris traitera le dossier de reprise présenté par SNCF/GEODIS, c'est-à-dire le Groupe SNCF ... ou pourrait prononcer la liquidation judiciaire de SERNAM. **Environ 3 000 emplois sont concernés (1 441 SERNAM et au moins autant de sous-traitants).** Le SERNAM fut créé en 1970 comme service SNCF, puis filialisé en 2000, et enfin vendu au fonds d'investissement Butler Capital Partners en 2006. Aujourd'hui, le Groupe SNCF pourrait racheter cette société ... mais en ne reprenant que 826 salarié-es. **Soutenons les salarié-es de SERNAM en grève, par exemple en diffusant le tract de l'Union Solidaires Transports.**

Patrons et autres doivent rendre SERNAM la parole

Il est temps de rendre la parole à SERNAM. Les salariés de SERNAM ont le droit de s'exprimer sur leur situation. Ils ont le droit de dire ce qu'ils ont vécu et ce qu'ils vivent. Ils ont le droit de dire ce qu'ils veulent.

Ne nous laissons pas faire

- Le SNCF a racheté SERNAM en 2006. Depuis, il a imposé des conditions de travail de plus en plus difficiles.
- Le SNCF a supprimé des milliers d'emplois.
- Le SNCF a imposé des licenciements massifs.
- Le SNCF a imposé des restructurations nocives.

La direction SNCF a une part de responsabilité

La direction SNCF a une part de responsabilité dans la situation de SERNAM. Elle a imposé des conditions de travail de plus en plus difficiles. Elle a supprimé des milliers d'emplois. Elle a imposé des licenciements massifs. Elle a imposé des restructurations nocives.

Les pouvoirs publics sont coupables

Les pouvoirs publics sont coupables dans la situation de SERNAM. Ils ont autorisé le rachat de SERNAM par le SNCF. Ils ont autorisé la suppression de milliers d'emplois. Ils ont autorisé les licenciements massifs. Ils ont autorisé les restructurations nocives.

Et la famille Butler, comment va-t-elle ?

La famille Butler a racheté SERNAM en 2006. Elle a imposé des conditions de travail de plus en plus difficiles. Elle a supprimé des milliers d'emplois. Elle a imposé des licenciements massifs. Elle a imposé des restructurations nocives.

BASF Elbeuf (76) : une grève payante

Le 14 mars, les salarié-es de BASF du site d'Elbeuf se mettaient en grève, soutenu-es par CFDT, CGT et SUD. Cela faisait suite aux négociations salariales qui avaient chuté sur une augmentation générale de 2,5%. **Les grévistes revendiquaient : une prime exceptionnelle de 2 000 €, 3% d'augmentation générale, l'embauche des CDD et intérimaires. Le 19 mars, l'Assemblée Générale décidait majoritairement la fin du mouvement, avec comme acquis : une revalorisation de l'intéressement 2011 qui passe de 2200 à 3600 euros, 5 embauches CDI, le paiement de toutes les heures de grève.**